



**PRÉFET  
DE L'ESSONNE**

Liberté  
Égalité  
Fraternité

**dossier n° PC 091 228 22 00005**

date de dépôt : 8 février 2022

demandeur : Ministère de la Justice, représenté  
par Madame Morgane MANSET-DEMANCHE

pour : Extension du Tribunal Judiciaire d'Évry-  
Courcouronnes

adresse terrain : 9 rue des Mazières, à Évry-  
Courcouronnes (91000)

**ARRÊTÉ  
accordant un permis de construire  
au nom de l'État**

**Le Préfet de l'Essonne  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Chevalier de l'Ordre National de Mérite**

**Vu** la demande de permis de construire présentée le 8 février 2022 par le Ministère de la Justice, représenté par Madame Morgane MANSET-DEMANCHE résidant administrativement au 1 quai de la Corse à PARIS (75004) ;

**Vu** l'objet de la demande :

- pour l'extension du Tribunal Judiciaire d'Évry-Courcouronnes ;
- sur un terrain situé au 9 rue des Mazières à Évry-Courcouronnes (91000) ;
- pour une surface de plancher créée de 2 705 m<sup>2</sup> ;

**Vu** le récépissé de dépôt de la demande de permis de construire déposé en mairie d'Évry-Courcouronnes date du 8 février 2022 et affiché en date du 14 février 2022 ;

**Vu** les pièces complémentaires fournies en date des 2 et 30 mars 2022 ;

**Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

**Vu** le décret du 29 juillet 2020 portant nomination de Monsieur Éric JALON, préfet hors classe, en qualité de Préfet de l'Essonne ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 2020-PREF-DCPPAT-BCA-164 du 24 août 2020 portant délégation de signature à Monsieur Philippe ROGIER, ingénieur général des ponts, des eaux et des forêts, directeur départemental des territoires de l'Essonne ;

**Vu** le code de l'urbanisme ;

**Vu** le code de l'urbanisme, et notamment l'article R. 102-3-20° délimitant l'opération d'intérêt national de la Porte Sud du Grand Paris, dans le périmètre défini par le décret n°2017-560 du 14 avril 2017 ;

**Vu** le plan local d'urbanisme approuvé le 2 avril 2009, et révisé en dernier lieu le 26 septembre 2019 ;

**Vu** l'avis favorable avec préconisations de la commission départementale pour la sécurité publique de l'Essonne en date du 29 mars 2022 ;

**Vu** le code de l'urbanisme et notamment l'article L. 425-3 qui indique que le permis de construire tient lieu de l'autorisation prévue par l'article L. 111-8 du code de la construction et de l'habitation ;

**Vu** l'autorisation de construire, d'aménager ou de modifier des établissements recevant du public n° AT 091 228 22 10011 déposée le 8 février 2022 en mairie d'Évry-Courcouronnes ;

**Vu** l'avis favorable avec prescriptions de la commission d'arrondissement d'Évry-Courcouronnes pour l'accessibilité en date du 18 mars 2022 ;

**Vu** l'avis favorable de la sous-commission départementale de l'Essonne pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public et dans les immeubles de grande hauteur en date du 25 mars 2022 ;

**Vu** les avis favorables avec prescriptions aux demandes de dérogations de sécurité incendie par la sous-commission départementale de l'Essonne contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public et dans les immeubles de grande hauteur en date du 25 mars 2022 ;

**Vu** l'avis favorable avec réserves de la Direction de la gestion de l'Espace public (éclairage public, voirie, espaces verts) de la communauté d'agglomération de Grand Paris Sud Seine-Essonne-Sénart en date du 22 février 2022 ;

**Vu** l'avis favorable de la communauté d'agglomération de Grand Paris Sud Seine-Essonne-Sénart concernant les règles de la ZAC Centre Urbain en date du 5 mai 2022 ;

**Vu** l'avis favorable avec prescriptions du service assainissement de la communauté d'agglomération Grand Paris Sud Seine-Essonne-Sénart en date du 13 mai 2022 ;

**Vu** l'avis favorable d'Enedis service CU/AU en date du 1<sup>er</sup> mars 2022 ;

**Vu** le code de l'urbanisme et notamment l'article R. 423-72 qui indique que lorsque la décision est de la compétence de l'État, le maire adresse au chef du service de l'État dans le département chargé de l'instruction son avis sur chaque demande de permis et que, cet avis est réputé favorable s'il n'est pas intervenu dans le délai d'un mois à compter du dépôt à la mairie de la demande de permis ;

**Considérant** qu'en l'absence d'avis adressé par le maire d'Évry-Courcouronnes, son avis a été réputé favorable en date du 9 mars 2022 ;

**Vu** l'avis favorable de la direction départementale des territoires de l'Essonne au terme de l'instruction au titre du code de l'urbanisme en date du 17 juin 2022 ;

## **ARRÊTE**

### **Article 1**

Le permis de construire valant autorisation d'aménager un établissement recevant du public est **ACCORDÉ** sous réserve de respecter les prescriptions mentionnées aux articles suivants.

### **Article 2**

Les prescriptions émises par la sous-commission départementale pour la sécurité publique de l'Essonne dans son avis en date du 29 mars 2022 devront être respectées.

### **Article 3**

Les prescriptions émises par la commission d'arrondissement d'Évry-Courcouronnes pour l'accessibilité dans son avis en date du 18 mars 2022 devront être respectées.

### **Article 4**

Les prescriptions émises par la sous-commission départementale de l'Essonne pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public et dans les immeubles de grande hauteur dans son avis en date du 25 mars 2022 devront être respectées.

#### **Article 5**

Les prescriptions émises aux demandes de dérogation par la sous-commission départementale de l'Essonne pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public et dans les immeubles de grande hauteur dans son avis en date du 25 mars 2022 devront être respectées.

#### **Article 6**

Les prescriptions émises par la Direction de la gestion de l'Espace public (éclairage public, voirie, espaces verts) de la communauté d'agglomération de Grand Paris Sud-Seine Essonne-Sénart dans son avis en date du 22 février 2022 devront être respectées.

#### **Article 7**

Les prescriptions émises par le service assainissement de la communauté d'agglomération de Grand Paris Sud Seine-Essonne-Sénart dans son avis en date du 13 mai 2022 devront être respectées.

#### **Article 8**

La commune est située sur un secteur où ont été recensées des formations argileuses et marneuses. Les constructeurs et maîtres d'ouvrage s'informeront du niveau d'aléa du risque retrait-gonflement sur le site internet du Bureau de recherches géologiques et minières ([www.georisques.fr](http://www.georisques.fr)). Ils veilleront à prendre toutes les mesures nécessaires pour mettre en conformité la construction avec le risque encouru.

**Fait à Évry-Courcouronnes, le 17 juin 2022**

Pour le Préfet et par délégation  
Le directeur départemental des territoires



Philippe ROGIER

**Le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification.** A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique "Télerecours citoyens" accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr). Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique le Ministre chargé de l'urbanisme ou le Préfet pour les arrêtés délivrés au nom de l'État. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

**Durée de validité du permis :**

Conformément à l'article R.424-17 du code de l'urbanisme, et en application du décret n°2016-6 du 05 janvier 2016, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de 3 an(s) à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité du permis est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

Conformément aux articles R.424-21 et R.424-22, l'autorisation peut être prorogée deux fois pour une durée d'un an, sur demande de son bénéficiaire si les prescriptions d'urbanisme et les servitudes administratives de tous ordres auxquelles est soumis le projet n'ont pas évolué de façon défavorable à son égard. Dans ce cas la demande de prorogation est établie en deux exemplaires et adressée par pli recommandé ou déposée à la mairie deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité.

**Le (ou les) bénéficiaire du permis / de la déclaration préalable peut commencer les travaux après avoir :**

- adressé au maire, en trois exemplaires, une déclaration d'ouverture de chantier (le modèle de déclaration CERFA n° 13407 est disponible à la mairie ou sur le site internet urbanisme du gouvernement) ;
- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19, est disponible à la mairie, sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux).

**Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :**

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaires du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.
- dans le délai de trois mois après la date du permis, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue d'en informer préalablement le (ou les) bénéficiaire du permis et de lui permettre de répondre à ses observations.

**L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers :** elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

**Les obligations du (ou des) bénéficiaire de l'autorisation :**

Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévue par l'article L.242-1 du code des assurances.



**PRÉFET  
DE L'ESSONNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction départementale des territoires  
Service cadre de vie et droit des sols  
Bureau droit des sols et fiscalité de l'urbanisme**

Évry-Courcouronnes, le 17 juin 2022

**DEMANDE DE PERMIS DE CONSTRUIRE : 091 228 22 00005**

**DÉPOSÉE PAR : Ministère de la Justice, représenté par Madame Morgane MANSET-DEMANCHE**

**COMMUNE : Evry-Courcouronnes**

**OBJET : Extension du Tribunal Judiciaire d'Evry-Courcouronnes**

### **AVIS D.D.T au terme de l'instruction au titre du Code de l'Urbanisme**

**AVIS FAVORABLE** sur la demande de Permis de construire n° 091 228 22 00005 déposée le 8 février 2022 par le Ministère de la Justice, représenté par Madame Morgane MANSET-DEMANCHE à la mairie d'Évry-Courcouronnes.

Pour le Directeur départemental  
des territoires de l'Essonne,  
Pour la responsable du service droit  
des sols et construction durable  
l'adjoint au chef du bureau  
droit des sols et fiscalité de l'urbanisme

  
Bruna MASETTY



**PRÉFET  
DE L'ESSONNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Cabinet  
Bureau de la Sécurité Intérieure  
et de l'Ordre Public**

Evry-Courcouronnes, le 29 mars 2022

**PROCÈS – VERBAL  
DE LA SOUS-COMMISSION DÉPARTEMENTALE  
POUR LA SÉCURITÉ PUBLIQUE**

**AU SEIN DE LA  
COMMISSION CONSULTATIVE DÉPARTEMENTALE  
DE SÉCURITÉ ET D'ACCESSIBILITÉ**

\*\*\*\*\*

**Opération : La Sous-commission Départementale de Sûreté et de Sécurité Publique – Le projet d'extension du tribunal judiciaire d'Evry-Courcouronnes**

Le 29 mars 2022, les membres de la Sous-Commission Départementale pour la Sécurité Publique, au sein de la Commission Consultative Départementale de Sécurité et d'Accessibilité se sont réunis pour émettre un avis sur l'étude de sûreté et de sécurité publique relative au projet d'extension du tribunal judiciaire d'Evry-Courcouronnes.

Monsieur Sylvain MARY, Directeur adjoint du cabinet du Préfet, préside la sous-commission.

REMARQUE : Les membres de la commission ayant été entendus, il a été décidé d'annexer au présent procès verbal, l'avis de la Police Nationale du 15 février 2022 listant les préconisations inhérentes à l'avis émis ce jour.

**CONSTITUTION DE LA SOUS-COMMISSION**

**MEMBRES**

- Le Préfet de l'Essonne, ou son représentant,
- Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, ou son représentant,
- Le Directeur Départemental du Service d'Incendie et de Secours, ou son représentant,
- Le Directeur Départemental des Territoires ou son représentant,
- Le Maire de la commune, ou son représentant.
- Trois personnes qualifiées représentant les constructeurs et les aménageurs.

**ASSISTENT A LA RÉUNION**

Voir fiche de présence en annexe.

## **PRESENTATION SOMMAIRE DU PROJET**

Ce projet d'extension du tribunal judiciaire d'Evry-Courcouronnes répond à la croissance démographique du département et vise à améliorer les conditions d'audience par la création de nouvelles salles d'audience et de bureaux, et par la mise en place d'un tribunal criminel départemental.

Cette extension consiste en :

- La création de nouvelles salles d'audiences pénales et bureaux pour le service correctionnel sous la forme d'une extension du périmètre foncier existant.
- L'extension des locaux de détention (petit dépôt) permettant d'augmenter la capacité d'accueil de justiciables avant de comparaître devant la juridiction.
- La création d'une surface d'archivage sous les salles d'audiences civiles actuelles.
- La création d'un dispositif de désenfumage des locaux d'archives situés dans le sous-sol du bâtiment administratif existant.
- Le réaménagement des zones de stationnement du public et des utilisateurs.

Le présent projet se décompose en 2 grands bâtiments de type ERP de 2ème catégorie.

L'ESSP a été réalisé par le cabinet Althing.

## **DIAGNOSTIC**

Le diagnostic territorial de l'étude fournit un état des lieux relativement complet au regard de l'environnement en cours d'évolution sur la ville d'Evry-Courcouronnes.

Le site est situé en zone de compétence territoriale de la circonscription d'agglomération de sécurité publique d'Evry-Corbeil. Le délai moyen d'intervention est moins de 5 minutes. La commune d'Evry-Courcouronnes dispose d'une police municipale comptant 80 agents pouvant intervenir de 07 heures à 02 heures en moins de 10 minutes. Cette commune dispose également de 220 caméras de vidéoprotection reliées à un Centre de Supervision Urbaine.

## **L'ANALYSE DES RISQUES :**

L'analyse des risques est cohérente avec la nature des lieux. Les risques identifiés :

- Les risques de vol de pièces de justice ou d'informations judiciaires physiques ou informatiques
- Les risques de rixes entre bandes et/ou interquartiers et violences urbaines
- Les risques de destruction ou de dégradation
- Les risques d'incendie volontaire ou d'attentat à l'explosif
- Les risques d'investissements des lieux (mouvements sociaux et activistes, débordements lors de la tenue d'audiences dans et aux abords du palais, stationnement sauvage,...)
- Les risques d'atteinte volontaire à l'intégrité physique (notamment sur les magistrats, utilisateurs habituels du site, victimes, mis en causes, témoins et jurés- évasions)
- Les risques d'atteintes aux locaux techniques, au réseau informatique, serveurs-clients-cybersécurité en vue de paralyser ou empêcher l'activité judiciaire du palais
- Les risques liés aux phases chantiers sont également évoqués

## **PRÉCONISATIONS (cf rapport joint complet) :**

Les pré-requis sûreté et les préconisations proposés par les référents sûreté de la DDSP 91 ont été repris et intégrés, dans leur totalité, dans un schéma global de sûreté. Une attention particulière doit être portée sur :

- La lisibilité et visibilité des espaces (définition des périmètres & ilots, signalétique adaptée, entretien et contrôle réguliers des espaces verts et des structures, architecture sans recoin,..)
- La séparation des flux, fluidité des voies de circulation (en périphérie sur le domaine public, sur le cheminement des utilisateurs du site et les parkings d'une part et d'autre part en périmétrie sur le parking magistrat, le parvis, et en volumétrie du site : définition des périmètres et accessibilités au public/ aux utilisateurs habituels du site / aux magistrats/ aux détenus sous surveillance des forces de l'ordre au petit dépôt, dans la souricière et zones d'attente, suivi et gestion des accessibilités, badges d'accès par le PC sécurité,..)
- Les zones piétonnes et accès piétons des ERP doivent être particulièrement signalisées et protégées. Les aménagements urbains prévus à cet effet doivent être solidement ancrés au sol (plots, barrières type croix de St André, poubelles à support de sac ou anti-déflagration scellées au sol et positionnées loin des entrées de bâtiments, dispositifs anti-rodéos motos et véhicules béliers,...)
- La réglementation PMR devra être respectée.
- Faciliter l'accessibilité des policiers et des pompiers quelle que soit la situation (accident, incident, manifestation, attaque terroriste, etc)..
- Un éclairage de qualité.
- Développement de la vidéoprotection communale en périphérie et de la vidéoprotection du Tribunal Judiciaire en périmétrie et volumétrie dans le respect de la réglementation en la matière. Garantir que les caméras permettent l'identification des personnes. Ces systèmes pourront être utilement couplés à des alarmes intrusion et des éclairages à détection.
- Mise en œuvre du plan Vigipirate du 1<sup>er</sup> décembre 2016 avec les trois niveaux d'application – Vigilance- Sécurité renforcée -Risque attentat – urgence attentat dans les ERP. Avec affichage Sécurité renforcée -Risque attentat. Identifier et informer des zones de confinement possibles. Mener une réflexion sur le type d'alarme intrusion différenciée de l'alarme incendie à mettre en place (sonore- silencieuse).
- Contrôle d'accès et harmonisation du niveau de sécurisation sûreté sur les bâtiments et locaux sensibles en lien avec le PC sécurité du TJ et le petit dépôt (mutualisation des moyens de sûreté et de communication, tests périodiques et minutieux de l'état de l'ensemble des moyens de sécurité et de sûreté.
- Cybersécurité : Veiller à la protection des réseaux, des serveurs et du matériel informatique et sensibiliser les utilisateurs en matière de protection des données et de confidentialité.
- Dynamiser la surveillance humaine, sensibiliser les utilisateurs du projet au risque malveillance et développer l'appropriation positive et plus particulièrement pour le personnel du TJ.
- Etablir des fiches REFLEXES pour le personnel pour les différents types d'atteintes
- Sensibiliser les personnels aux différents risques de malveillance, en s'assurant principalement de la fermeture des ouvrants donnant sur l'extérieur mais aussi de la fermeture des ouvrants intérieurs sous alarme.
- Former le personnel du TJ sur le risque de malveillance et de cybersécurité.



- Dans le cadre de la protection de l'environnement, une attention particulière devra être portée sur le circuit d'évacuation des déchets et gravats des chantiers ; la maîtrise d'œuvre devra être en capacité de prendre toutes mesures utiles afin d'éviter tout risque de dépôt sauvage.
- S'assurer de la mise en œuvre effective de mesures de protection lors des phases de chantiers en privilégiant une communication permanente avec les forces de l'ordre.
- Dès la phase chantier, un groupe de travail dédié au Tribunal Judiciaire regroupant les « référents » des acteurs du projet et des responsables institutionnels (TJ Evry-C, services de sécurité et de sûreté, responsables de chantier, mairie, PM, circonscription d'agglomération d'Evry-Corbeil, BAAJD du SOP, ...) pourrait être utilement créé aux fins d'échanges d'informations, de coordination et de résolution de toute éventuelle problématique.
- Dans le cadre de la Sécurité du Quotidien, dans un objectif de résolution de problèmes de tranquillité publique et de délinquance tant dans la phase chantier que pendant la future activité du TJ Evry-C, toute éventuelle problématique sera portée à la connaissance de la circonscription d'agglomération d'Evry-Corbeil et pourra faire l'objet d'un traitement dans le cadre du Groupe de Partenariat Opérationnel animé par le policier du secteur avec les partenaires concernés (TJ Evry, commune, PM, agents de sécurité, BAAJD,...)

Le Commandant Garel a signalé la coupure électrique récurrente au sein du tribunal, ces coupures pouvant durer jusqu'à 2 jours entiers, paralysent l'activité judiciaire. Monsieur Mary a préconisé le renforcement de l'alimentation électrique afin de lutter contre le délestage.

Après prise de contact avec le bureau des stratégies immobilières du secrétariat général commun, il ressort que lors de coupures EDF, les groupes électrogènes de la préfecture reprennent le TJ selon les délestages du site du tribunal. Les GE vont faire l'objet d'un remplacement d'ici 2023. Le bureau des stratégies immobilières a eu des échanges avec le TJ suite à cette extension. Actuellement la puissance des GE sont de 400KVA et 450 KVA, ils seront remplacés par des 2x800 KVA.

## **AVIS DE LA SOUS-COMMISSION DÉPARTEMENTALE**

À l'issue de la réunion, les membres de la Sous-Commission Départementale pour la Sécurité Publique ont émis un avis :

☒ **FAVORABLE**

☐ **DÉFAVORABLE**

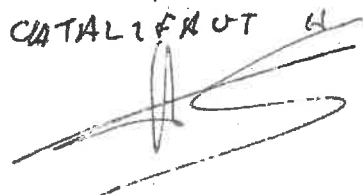
Fait à Évry-Courcouronnes, le 29 mars 2022

**Le Président de la sous-commission**



**Les membres de la sous-commission**

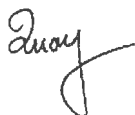
Le Maire d'Évry-Courcouronnes  
ou son représentant

CATALIFRUT 

Le Directeur Départemental de la Sécurité  
Publique  
ou son représentant



Le Directeur Départemental  
des Territoires de l'Essonne  
ou son représentant



Le Directeur Départemental  
du Service d'Incendie et de Secours  
ou son représentant

Excusé



**PRÉFET  
DE L'ESSONNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Direction départementale des territoires  
Service cadre de vie et droit des sols  
Bureau bâtiment, accessibilité et transition écologique

**COMMISSION D'ACCESSIBILITÉ DE L'ARRONDISSEMENT D'ÉVRY-COURCOURONNES**

**PROCÈS VERBAL – SÉANCE DU 18/03/22**

Affaire suivie par : Carole ROUGEOLLÉ  
Chargée d'études accessibilité

**Commune : ÉVRY-COURCOURONNES**

**Demandeur :** Ministère de la Justice représenté par  
Madame Morgane MANSET-DEMANCHE  
**Numéro du dossier :** PC 091 228 22 00005 et  
AT 091 228 22 10011  
**Dossier enregistré :** le 09/02/22  
**Service instructeur :** SCVDS/BBATE

**Adresse des travaux :**  
Tribunal Judiciaire d'Évry  
9, rue des Mazières  
**91000 ÉVRY-COURCOURONNES**

**Objet :** extension du tribunal, réaménagement du parking et sécurisation des accès en toiture du bâtiment existant

**TEXTES DE RÉFÉRENCE :**

Décret du 8 mars 1995 modifié par le décret du 30 août 2006 / Décret 2006-555 du 17 mai 2006 / Décret 2007-1327 du 11 septembre 2007

Arrêté du 20 avril 2017 (et/ou arrêté du 8 décembre 2014) / Arrêté préfectoral n° 83 du 20 mars 2009

**DESSCRIPTIF DU PROJET :**

Catégorie de l'Etablissement déclarée: 2ème catégorie

Type : W et L

Descriptif du projet : le nombre de places de stationnement passera de 165 à 196 places / l'extension pour la partie ERP se fera pour la création de deux salles d'audience supplémentaire avec liaison et sanitaires

Surface du projet : 16434 m<sup>2</sup>

Effectif : 275 personnes dont 105 personnels

**AVIS DE LA COMMISSION D'ARRONDISSEMENT POUR L'ACCESSIBILITÉ**

Après examen de la demande de permis de construire, les conditions d'accessibilité étant respectées, entendu les membres de la commission, celle-ci émet un **AVIS FAVORABLE AVEC PRESCRIPTIONS** à la réalisation du projet.

**PRESCRIPTIONS : arrêté du 8 décembre 2014**

- les places de stationnement adaptées devront en tout point être conformes à l'**article 3** (sur-longueur et liaison au cheminement extérieur notamment) et le parking devra respecter les dispositions de l'article L.113-12 du code de la construction et de l'habitation relatives à l'accessibilité des emplacements de recharge pour véhicules électriques ou hybrides ;
- les portes créées, des locaux ouverts au public, ou leur encadrement ainsi que leur dispositif d'ouverture devront présenter un contraste visuel par rapport à leur environnement conformément à l'**article 10**.

**NOTA :** un accord du Maire au titre de l'accessibilité sur la base du présent procès verbal doit être adressé au service instructeur de l'Application du Droit des Sols.

Le Président de la Commission

**B. CHAMPION**

Le Maire ou son représentant

*Avis favorable du 08/03/22*

Le représentant de la DDT  
Mme Carole ROUGEOLLÉ

Le représentant de l'association Mouvement Plus Facile  
M. Michel METZ



**PRÉFET  
DE L'ESSONNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction départementale des territoires  
Service cadre de vie et droit des sols  
Bureau bâtiment, accessibilité et transition écologique**

Évry-Courcouronnes, le 18/03/22

**Affaire suivie par : Carole ROUGEOLLÉ**  
Chargée d'études accessibilité

DDT de l'Essonne  
SCVDS / BATE – Mme GUNES  
Boulevard de France- Georges Pompidou  
91010 Évry-Courcouronnes cedex

Par courrier, en date du 14/02/22, vous avez sollicité l'avis de la direction départementale des territoires de l'Essonne, bureau bâtiment, accessibilité et transition écologique, sur la demande d'autorisation de construire, d'aménager ou de modifier un établissement recevant du public déposée par :

**Pétitionnaire :** Ministère de la Justice représenté par Madame Morgane MANSET-DEMANCHE

**Dossier :** n° PC.091 228 22 00005 et AT 091 228 22 10011

**Objet des travaux :** extension du tribunal, réaménagement du parking et sécurisation des accès en toiture du bâtiment existant – établissement de 2<sup>e</sup> catégorie, type W et L.

Vous trouverez, ci-joint pour attribution, l'**avis favorable avec prescriptions** de la Commission d'Arrondissement pour l'accessibilité qui s'est réunie le 18/03/22. **J'appelle votre attention sur le fait que les travaux projetés sont conformes aux règles d'accessibilité (Article R 111-19-14 du CCH).**

Il vous appartient de prendre une décision au titre du code de la construction et de l'habitation au vu des avis « accessibilité » et « sécurité ». Cette décision devra être adressée au demandeur et au service instructeur du permis de construire dans les quatre mois suivant la date de dépôt du dossier en mairie.

 Julien NOTARIANNI  
Responsable du bureau bâtiment, accessibilité  
et transition écologique



**PRÉFET  
DE L'ESSONNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**04 AVR. 2022**

CABINET DU PRÉFET

Service Départemental  
d'Incendie et de Secours

Cité Administrative  
Boulevard de France  
CS10701 - 91010 Evry-  
Courcouronnes Cedex

**LE DIRECTEUR DÉPARTEMENTAL  
CHEF DE CORPS**

**A**

**DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES  
TERRITOIRES**

**OBJET :**        Sécurité contre l'incendie.  
PC N°2282200005 – TRIBUNAL JUDICIAIRE – BATIMENT ADMINISTRATIF –  
Extension du bâtiment administratif du tribunal judiciaire d'Evry (ex TGI) et demande  
de dérogation de l'article DF 6.

**P.J. :**        1 copie du procès-verbal.

J'ai l'honneur de vous faire parvenir ci-joint, le procès-verbal de la réunion de la **Sous-Commission Départementale du 25 mars 2022**, pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les Etablissements Recevant du Public au cours de laquelle le dossier ci-dessus référencé a été étudié.

Le Directeur Départemental Adjoint

  
**Colonel Rémi CAPART**



# PRÉFET DE L'ESSONNE

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

CABINET DU PRÉFET

Service Départemental  
D'Incendie et de Secours

Cité Administrative  
Boulevard de France  
CS10701 - 91010 Evry-  
Courcouronnes Cedex

## REFERENCE A RAPPELER

**S22800263-000 - TRIBUNAL JUDICIAIRE**

**E22800263 - BATIMENT AUDIENCE**

**E22800852 - BATIMENT ADMINISTRATIF + EXTENSION**

**2213-0033**

Affaire suivie par

Ltn Robert BRILLANT/CLE

## PROCES - VERBAL

DE LA SOUS-COMMISSION DEPARTEMENTALE  
POUR LA SECURITE CONTRE LES RISQUES D'INCENDIE ET DE PANIQUE  
DANS LES ETABLISSEMENTS RECEVANT DU PUBLIC  
ET DANS LES IMMEUBLES DE GRANDE HAUTEUR

**ÉVRY-COURCOURONNES, le 25 mars 2022.**

**Permis de construire (PC) N° : 228 22 00005 et autorisation de travaux (AT) N° : 228 22 10011  
déposés le 8 février 2022 (reçus le 16 février 2022, pièces complémentaires reçues par mail de  
M. Michael Fellmann, architecte, les 11 et 21/03/2022).**

**PETITIONNAIRE : MINISTERE DE LA JUSTICE – Mme. Morgane MANSET-DEMANCHE.**

**OBJET : Extension du bâtiment « ADMINISTRATIF » du tribunal judiciaire d'Évry-  
Courcouronnes (ex TGI).**

**COMMUNE D' : ÉVRY-COURCOURONNES.**

Le vendredi 25 mars 2022 à 09 h 30, les membres de la Sous-Commission Départementale pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les E.R.P. et les IGH se sont réunis pour émettre un avis relatif à une demande de permis de construire (PC) et une demande d'autorisation de travaux (AT) présentée par le MINISTERE DE LA JUSTICE – Mme. Morgane MANSET-DEMANCHE portant sur l'extension du bâtiment « Administratif » du Tribunal Judiciaire d'Évry-Courcouronnes (ex TGI) sur un terrain sis 9 rue des Maizières 91000 ÉVRY-COURCOURONNES.

Toute correspondance doit être adressée de manière impersonnelle à Monsieur le Préfet de l'Essonne :  
Service Départemental d'Incendie et de Secours – Groupement Prévention / RCCI  
rond-point de l'espace – 91035 Evry-Courcouronnes

## 1. COMPOSITION DE LA COMMISSION

Voir feuille de présence.

## 2. DESCRIPTION

### HISTORIQUE

Cet historique a été réalisé à partir des pièces administratives (avis du SDIS, procès-verbaux des différentes commissions) présentes dans le dossier du Groupement Prévention/RCCI et comprend :

- **22/05/2013** : PV de la CCS suite à une visite périodique, le bâtiment « Administratif » est classé en type W en 2<sup>ème</sup> catégorie avec des aménagements du type L (RS 1965) et le bâtiment « Audience » est classé en type L en 2<sup>ème</sup> catégorie (RS 1965), **avis favorable.**
- **08/01/2016** : PV de la CA d'Evry relatif à une demande d'AT N° 228 15 10108 portant sur le réaménagement du 1<sup>er</sup> étage du bâtiment « Administratif » du TGI, **avis favorable.**
- **25/05/2016** : PV de la CCS suite à une visite périodique, **avis favorable.**
- **16/06/2017** : PV de la CA d'Evry relatif à une demande d'AT N° 228 17 10027 portant sur la sécurisation du TGI, **avis favorable.**
- **06/07/2017** : PV de la CCS suite à une visite de réception de travaux suite au PV de la CA d'Evry en date du 08/01/2016 (AT N° 228 15 10108) concernant le réaménagement du bâtiment « Administratif », **avis favorable.**
- **07/12/2018** : PV de la CA d'Evry relatif à une demande d'AT N° 228 18 20088 portant sur le remplacement du SSI du Tribunal de Grande Instance d'Evry, classé en type W en 2<sup>ème</sup> catégorie et type L en 2<sup>ème</sup> catégorie; **avis favorable.**
- **04/12/2019** : PV de la CCS suite à une visite de réception du SSI du TGI, **avis favorable.**
- **21/07/2021** : PV de la CCS suite à une visite périodique du 02/06 et 21/07/2021, **avis favorable.**

### PIECES DU DOSSIER

- 1 Bordereau d'envoi.
- 1 Cerfa PC.
- 1 Cerfa AT.
- 1 Notice de présentation du projet.
- 1 Notice de sécurité.
- 1 Jeu de plans.

### PIECES COMPLEMENTAIRES DU DOSSIER

Reçues par mail de M. Michael Fellmann, architecte, les 11 et 21/03/2022.

- 2 Demandes de dérogation;
- 1 Notice de sécurité.
- 1 Jeu de plans.

## PROJET

Le projet présenté prévoit l'extension du Tribunal Judiciaire comprenant :

- La construction d'un nouveau bâtiment « EXTENSION » comprenant notamment deux nouvelles salles d'audiences,
- L'extension de l'attente gardée (petit dépôt) au rez-de-chaussée du bâtiment « ADMINISTRATIF ». Cette extension construite en contiguïté du dépôt actuel sera reliée aux salles d'audiences du nouveau bâtiment par une galerie enterrée.
- La création de deux locaux « Archives » au sous-sol du bâtiment « AUDIENCE ».
- La réfection du parvis d'accès et du parking utilisateurs (capacité passant de 105 à 196 places). Le stationnement public sur le parvis sera supprimé.
- L'amélioration des accès en toiture et la mise en place de protections.

A ce jour, le tribunal judiciaire d'Evry également dénommé Palais de justice est composé de deux corps de bâtiments dénommés « Administratif » en (R+4-1) et « Audience » à simple rez-de-chaussée, tous deux livrés en 1975.

Ces deux bâtiments communiquent entre eux au rez-de-chaussée pour des raisons fonctionnelles uniquement. Ils restent isolés et indépendants l'un de l'autre au sens de la réglementation incendie.

Le Président du Tribunal Judiciaire est le responsable unique de sécurité de l'ensemble des constructions.

Après travaux, le Tribunal Judiciaire comprendra :

- Le Bâtiment « AUDIENCE »,
- Le Bâtiment « ADMINISTRATIF » + le bâtiment « EXTENSION ».

Le Bâtiment « AUDIENCE » et les bâtiments « ADMINISTRATIF » « EXTENSION » sont isolés conformément à l'article CO 10.

Le Bâtiment « ADMINISTRATIF » et le bâtiment « EXTENSION » ne sont pas isolés entre eux et constituent un seul et même établissement.

**NOTA :** Descriptif issu en grande partie du PV de la CCS du 02/06/2021.

En **gras** figurent les locaux concernés par la présente étude.

### BATIMENT « AUDIENCE » (R +1 -1)

#### **REZ-DE-CHAUSSEE**

- 11 Salles d'audience,
- 1 Salle des « Pas perdus »,
- 1 Hall d'entrée,
- Des bureaux,
- Des locaux techniques,
- Des sanitaires,
- 1 Cafétéria
- **1 Galerie de liaison avec le nouveau bâtiment.**



**SOUS-SOL**

- 1 Vide sanitaire,
- 1 Galerie enterrée (circuit sécurisé) avec le bâtiment « ADMINISTRATIF »,
- 2 Locaux « Archives ».

**BATIMENT « ADMINISTRATIF » (R +4 -1)****4<sup>EME</sup> ETAGE (HP > à 8 mètres)**

- Des bureaux,
- 1 Bibliothèque,
- 1 Salle de réunion.

**3<sup>EME</sup> ETAGE**

- 1 Salle d'audiences,
- Des bureaux.

**2<sup>EME</sup> ETAGE**

- Des bureaux,
- 1 Salle de réunion,
- 1 Galerie de liaison avec le nouveau bâtiment.

**1<sup>ER</sup> ETAGE**

- 8 Bureaux « Juge »,
- 15 Bureaux « Greffier »,
- 7 Bureaux,
- 7 Bureaux « Magistrat »,
- 1 Salle de réunion,
- 1 Salle de convivialité,
- 1 Local « Classement »,
- 2 Locaux « Reprographie »,
- 1 Salle « Parquet mineurs »,
- 1 Salle « Délibérés »,
- 1 Salle d'« Audience » de 47 m<sup>2</sup> avec 31 sièges,
- 1 Salle « Informatique »,
- 1 Local « Baie de brassage »,
- 1 Salle « Intérêts civils »,
- 1 Local « Archives/copieurs »,
- 4 Sanitaires hommes/femmes dont 2 PMR,
- 2 Ascenseurs,
- 2 Monte-charges,
- 4 Locaux sans destination,
- 2 Salles « Audiencement »
- 1 Local « Classement régie »,
- 1 Salle « Régie »,
- 2 Accueils « Greffe et tribunal pour enfants »,
- 1 Salle « Consultation des dossiers »,
- 2 Espaces « Salle d'attente »,
- 2 Escaliers encloués de 3 U.P et 2 U.P,

- 1 Patio de 360 m<sup>2</sup>.

### **REZ-DE-CHAUSSEE**

- 1 Hall d'accueil,
- 1 Local « PCS » avec SSI,
- Des bureaux,
- 1 Bureau magistrat JAF,
- 1 Greffe,
- Des vestiaires de 39,9 m<sup>2</sup>,
- 1 Salle des gardes de 35.4 m<sup>2</sup>,
- 3 Box,
- 17 Cellules individuelles avec sanitaire,
- 1 Cellule collective,
- 1 Douche,
- Des sanitaires,
- 1 Galerie de liaison avec le nouveau bâtiment,
- Des locaux techniques.

### **SOUS-SOL**

- 3 Salles « Archives »,
- 1 Local « TGBT »,
- 1 Local « Autocom/informatique »,
- 1 Sous-station principale chauffage,
- 1 Local « Centrale Traitement d'Air »,
- 3 Salles « Pièces à conviction ».
- 1 Galerie enterrée « Circuit sécurisé » avec le bâtiment « EXTENSION ». VOIR DEROGATION.

### **BATIMENT « EXTENSION » (R +3 -1)**

### **3<sup>EME</sup> ETAGE (HP > A 8 METRES) NIVEAU 89,99**

- 1 Bureau « 1<sup>er</sup> VP »,
- 8 Bureaux « Magistrat »,
- 1 Bureau « AJ/PPI »,
- 1 Bureau « Président CCD »,
- 2 Salles « Audiencement »,
- 1 Salle « Audiencement JU »,
- 1 Salle « Audiencement Greffier »,
- 1 Local « Classement »,
- 1 Local « Classement/consultation »,
- 2 Locaux « CTA »,
- 1 Local « Copie »,
- 1 Local « Ménage »,
- 2 Sanitaires.

### **2<sup>EME</sup> ETAGE Niveau 86,99**

- 2 Salles de réunion de 32,2 et 19,1m<sup>2</sup>,

- 1 Bureau « DSG TC »,
- 8 Bureaux « Greffier »,
- 4 Locaux « Classement »,
- 1 Bureau « Secrétariat »,
- 1 Local « SR »,
- 1 Local « Copie »,
- 1 Local « Ménage »,
- 2 Sanitaires.

#### **ENTRESOL R +1 PARTIEL Niveau 84,22**

- 1 Vestiaire.

#### **REZ-DE-CHAUSSEE NIVEAU 80,98 COTE GALERIE DE LIAISON BATIMENT « AUDIENCE »**

- 1 Salle d'audiences de 131,1 m<sup>2</sup> (60 places),
- 1 Salle des délibérés de 8 m<sup>2</sup>,
- 1 Salle « Attente témoins » de 18,1 m<sup>2</sup>,
- 1 Local « Ménage »,
- 2 Locaux « Pièces à convictions »,
- 1 Bureau « Président »
- 1 Salle d'audiences de 228,9 m<sup>2</sup> (110 places),
- 1 Salle des délibérés de 38,9 m<sup>2</sup>,
- 2 Salle « Attente témoins » de 8,2 m<sup>2</sup> chacune,
- 1 Salle des « Pas perdus »,
- Des sanitaires,

#### **SOUS-SOL**

- 2 Locaux « CTA »,
- 1 Local « TGBT »,
- 1 Local « SSI/VDI »,
- 2 Locaux « Satellite » (locaux d'attente pour les détenus),
- 1 Sanitaire,
- 1 Rampe en direction du bâtiment « AUDIENCE »,
- 1 Galerie enterrée « Circuit sécurisé » avec le bâtiment « ADMINISTRATIF ». VOIR DEROGATION.

#### **CARACTERISTIQUES PARTICULIERES EN RELATION AVEC LES TRAVAUX :**

- **Implantation :** Le nouveau bâtiment est rattaché au bâtiment « ADMINISTRATIF ».
  - **Conception et desserte :** Plancher bas du dernier niveau à plus de 8 m de hauteur.  
2 voies échelles :
    - 1 Sur la façade Nord du bâtiment « ADMINISTRATIF »,
    - 1 Sur la façade Nord-Est du bâtiment « EXTENSION » avec aire de retournement.
- Façades et baies accessibles « Pompier » :** Equipées de châssis ouvrants de 0,90 x 1,80 répartis en quinconce, actionnables par carré de manœuvre. **OBSERVATION.**

- **Isolement** : Situé à plus de 8 m du bâtiment « AUDIENCE », il est prévu une galerie qui sera équipée de 2 portes de recoupement asservies à chaque SSI. **OBSERVATION.**
- **Structure** : Désolidarisée des bâtiments existant, pas de risque d'effondrement en chaîne. Structure bois SF ½ h, planchers CF ½ h. **VOIR DEROGATION** ci-après page 10.
- **Distribution intérieure** : Cloisonnement traditionnel, en terre crue entre bureaux et circulation pour améliorer le confort d'état du bâtiment. Ces cloisonnements possèdent des PV CF 45 mn.
- **Evacuation différée** : Sont considérées comme personnes qui relèvent d'une évacuation différée :
  - **Les personnes en situation de handicap** :
    - Zone code du travail : Il est prévu de faire appel à l'aide humaine, exercice périodique d'évacuation et consignes précises seront dispensés au personnel.
    - Zone ERP : La zone donne de plain-pied directement sur l'extérieur.
  - **Les prévenus gardés et les fonctionnaires les escortant** :
    - Cas des salles d'« Audiences » et locaux « Satellites » :  
Il est prévu d'évacuer les détenus par la même issue que le public, dans un premier temps le public est évacué, dans un second temps les détenus sont ramenés par une escorte à un point de rassemblement situé côté Conseil Départemental.
    - Cas de l'extension de la zone « Sureté » (petit dépôt) :  
Si l'évacuation est nécessaire le chef de la BAAJD (Brigade d'Assistance Administrative et Judiciaire) donne l'ordre aux chefs d'escortes présents de sortir les prévenus dont ils ont la charge et de regagner avec eux leurs véhicules respectifs.
  - **Espace d'attente sécurisé** : Non proposé par le pétitionnaire, la commission compte tenu du recoupement existant au 2<sup>ème</sup> et 3<sup>ème</sup> étage en deux zones, considère ces dernières comme deux zones d'attente sécurisées avec possibilité d'effectuer un transfert horizontal. La circulation entre les deux ailes pouvant être définie comme un point de regroupement des personnes en fauteuil roulant. **OBSERVATION.**
- **Locaux à risques** :
  - **Risques importants** :
    - 2 Locaux « Archives » au sous-sol du bâtiment « ADMINISTRATIF ».
    - Les planchers hauts et les parois verticales auront un degré coupe-feu 2 heures, bloc porte coupe-feu 1 h munie de ferme-porte.
  - **Risques moyens** :
    - Locaux « Classement », « Ménages », « CTA », « SR », « TGBT », « VDI ».
    - Les planchers hauts et les parois verticales auront un degré coupe-feu 1 heure, bloc porte coupe-feu ½ h munie de ferme-porte.
- **Verrouillages des issues de secours** : (*Voir ancienne dérogation ci-après*). Les dispositifs de verrouillage seront conformes à l'article CO 46.
- **Désenfumage** :
  - **Cage d'escalier** : Encloisonnées et désenfumées.
  - **Circulations** :
    - R +3, R +2 : Sans objet.
    - RdC : Par ouvrant en façade, commandé depuis le CMSI.
    - R -1 : **VOIR DEROGATION** ci-après page 10.
  - **Galerie de liaison, salle des pas perdus** : Par ouvrant en façade asservi à la DAI.
  - **Salle d'audiences** : Désenfumage naturel par mise en place au plafond de gaine remontant en toiture, amenées d'air assurées par des carneaux en béton, le désenfumage sera déclenché depuis l'UCMC du SSI.
- **Chauffage** : Sous-station raccordé au chauffage urbain, chauffage par planchers chauffants, radiateurs acier et panneaux radiants.

- **Ventilation :**
  - VMC simple flux pour les sanitaires, locaux ménage, VDI...
  - VMC double flux pour les locaux de type bureaux, salles d'audiences...
- **Gaz :** Sans objet.
- **Eclairage de sécurité :** Alimenté depuis une source centrale existante.
  - **Eclairage d'évacuation :** Installé dans les dégagements généraux, les salles accueillant plus de 50 personnes, les locaux de plus de 300 m<sup>2</sup>.
  - **Eclairage d'ambiance :** Installé dans les salles pouvant accueillir plus de 100 personnes.
- **Ascenseurs :** Présence d'un ascenseur électrique.
- **Moyens de secours :** Le SSI est implanté au rez-de-chaussée du bâtiment « Administratif » dans le local PCS. La temporisation est fixée à 5 minutes. La détection incendie est présente dans l'ensemble de l'établissement. Il existe des agents de sécurité (1 SSIAP 2 et 3 SSIAP 1 et 2 ADS) pour gérer la sécurité incendie. **Le SSI sera étendu à l'installation existante.**
  - Le SSI assurera :
    - La détection incendie,
    - La diffusion de l'alarme générale sonore et visuelle,
    - Le compartimentage,
    - Le désenfumage de la salle des « Pas perdus »,
    - Le déverrouillage des issues de secours (UGCIS) et portique,
    - La diffusion d'un message préenregistré dans les salles relevant du type L avec mise en fonction de l'éclairage normal des salles plongées dans l'obscurité.

## EFFECTIF

**REMARQUE :** Le bâtiment « EXTENSION » comporte deux zones :

- 1 Zone accessible au public situé au RdC composée principalement des salles d'audience et de la salle des « pas perdus » ;
- 1 Zone non accessible au public **non accompagné** composée principalement de bureau.
- **Référence :**
  - Article L3 a) du 5 février 2007 modifié.
  - Article W2 de l'arrêté du 21/04/1983 modifié.
- **Modes de calcul :**
  - **Type L :**
    - a) Salles visées à l'article L 1 § 1, a, b, c :
      - Nombre de personnes assises sur des sièges ou des places de banc numérotées ;
      - Nombre de personnes assises sur des bancs où les places ne sont pas numérotées, à raison d'une personne par 0,50 m<sup>2</sup> ;
      - Nombre de personnes assistant à une manifestation sans disposer de sièges ou de bancs, à raison de 3 personnes/m<sup>2</sup> ;
      - Nombre de personnes stationnant normalement dans les promenoirs et dans les files d'attente, à raison de 5 personnes par mètre linéaire.
    - **Type W :** L'effectif maximal du public admis est déterminé suivant la déclaration du maître d'ouvrage ou, à défaut, suivant la densité d'occupation suivante :
      - a) Aménagements intérieurs prévus : Une personne pour 10 mètres carrés de locaux spécialement aménagés pour recevoir du public (halls, guichets, salles d'attente, etc.)
      - b) Aménagements intérieurs non prévus : Une personne pour 100 mètres carrés de surface de planchers.

### BATIMENT « AUDIENCE » (R +1 -1) Pour mémoire

Public	591 personnes
Personnel	300 personnes
<b>TOTAL</b>	<b>891 personnes</b>

### BATIMENT « ADMINISTRATIF » (R +4 -1) + BATIMENT « EXTENSION » (R +3 -1)

<b>BATIMENT « ADMINISTRATIF »</b>	
Public	518 personnes
Personnel	300 personnes
<b>TOTAL</b>	<b>818 personnes</b>
<b>BATIMENT « EXTENSION »</b>	
Public	170 personnes
Personnel	105 personnes
<b>TOTAL</b>	<b>275 personnes</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>1 093 personnes</b>

### DEGAGEMENTS BATIMENT « EXTENSION »

- Exigibles : 2 sorties totalisant 4 UP.
- Réalisés : 4 sorties totalisant 7 UP.

### ANCIENNE DEROGATION ACCORDEE (POUR MEMOIRE)

À l'article CO 46 § 2 b) et c) par la SCD du 16 novembre 2012 : « b) les portes ne peuvent être commandées que selon l'un des deux principes suivants : - par un dispositif de commande manuelle (boîtier à bris de glace, par exemple) à fonction d'interrupteur intercalé sur la ligne de télécommande et situé près de l'issue équipée ... » « c) le déverrouillage automatique des issues de secours doit être obtenu dans les conditions prévues à l'article MS 60 ». **Au paragraphe 2 de l'article MS 60 :** « En complément des dispositions imposées à l'article CO 46 §2, le déverrouillage automatique des issues de secours doit être obtenu dès le déclenchement du processus de l'alarme générale. Cependant, s'il existe un équipement d'alarme de type 1, ce déverrouillage doit être obtenu automatiquement et sans temporisation en cas de détection incendie. »

### Mesure dérogatoire réalisée au projet

- Compte-tenu de l'utilisation particulière du petit dépôt (mise en attente des personnes avant leur jugement), l'issue de secours a été verrouillée par une ventouse reliée au système de sécurité incendie sans commande manuelle à proximité. Le déverrouillage de cette dernière se réalise après la temporisation de l'alarme incendie.

**Mesure compensatoire réalisée au projet**

- La gestion de l'ouverture de cette issue de secours est réalisée en permanence par le personnel présent dans la « salle de commandement » située à proximité du petit dépôt (voir plan). Des consignes à l'attention du personnel de la salle de commandement seront établies.

**NOUVELLES DEMANDES DE DEROGATIONS**

Validées après contact téléphonique avec M. Michael FELLMANN (Architecte) et mail des 11 et 21/03/2022.

Le pétitionnaire sollicite les membres de la sous-commission afin de déroger :

**1) À l'article CO 12 : Résistance au feu des structures et planchers.**

Le plancher bas du dernier niveau étant situé à plus de huit mètres du plancher bas accessible au public doit respecter les prescriptions suivantes :

- Une structure stable au feu de degré 1 heure.
- Des planchers coupe-feu (CF) de degré 1 heure.

**Mesure dérogatoire réalisée au projet :**

Une partie de la structure du bâtiment neuf est en structure bois ayant une équivalence SF ½ h dont les équarrissages sont difficilement compatibles avec la SF 1 h demandée.

**Mesures compensatoires prévues :**

Mise en place pour l'ensemble Bâtiment « ADMINISTRATIF » + bâtiment « EXTENSION » d'un SSI de catégorie A avec équipement d'alarme du type. Il est précisé qu'il sera prévu la mise en place de détecteurs optiques de fumée du type débrochable et adressable individuellement avec dispositif de signalisation du débrochage dans les circulations, les locaux désenfumés et locaux à risques particuliers du bâtiment y compris les locaux de services électriques EL 5 §3 b.

En outre des cloisonnements en terre crue entre bureaux et circulation pour améliorer le confort d'état du bâtiment possèdent des PV CF 45min.

**Mesures compensatoires demandées par les membres de la sous-commission :** Aucune.

**2) À l'article DF 6 § 1 : Désenfumage des circulations horizontales encloisonnées et des halls accessibles au public. Modifié en dernier lieu par Arrêté du 22 mars 2004.**

§ 1. Pour limiter ou éviter l'enfumage des circulations horizontales encloisonnées, celles-ci sont désenfumées par un balayage naturel ou mécanique. Ce désenfumage n'est cependant obligatoire que dans les cas suivants :

- Circulations de longueur totale supérieure à 30 mètres ;
- Circulations desservies par des escaliers mis en surpression ;
- Circulations desservant des locaux réservés au sommeil ;
- Circulations situées en sous-sol.

**Mesure dérogatoire réalisée au projet :**

- La galerie enterrée (d'une cinquantaine de mètres), « Circuit sécurisé » permettant le transfert des détenus entre le bâtiment « ADMINISTRATIF » et le bâtiment « EXTENSION », est recoupée par des portes type va-et-vient, PF ½ h, tous les 25 à 30 mètres linéaires ; cette circulation ne servant pas d'issue de secours, il est proposé de ne pas la désenfumer.

**Mesures compensatoires prévues :**

- Par analogie à l'article U15 relatif aux galeries en sous-sol, il est proposé d'équiper chaque tronçon de la circulation d'un raccord ZAG pour évacuation des fumées. Il sera prévu par conséquent au regard du recoupement de la circulation la mise en place de 2 raccords ZAG (conforme à la norme NF S 61-707), de part et d'autre de la porte de recoupement). Les raccords seront ramenés en surface avec plaque portant la mention « Gaine pompier désenfumage circulation ».

**Mesures compensatoires demandées par les membres de la sous-commission :**

- Le pétitionnaire devra fournir une attestation l'engageant à interdire tout stockage dans le « circuit sécurisé ».
- Mettre en place des BAES dans le « circuit sécurisé ».

**3. REGLEMENTATION**

Le bâtiment « AUDIENCE » et le bâtiment « ADMINISTRATIF » (partie existante) sont soumis, en application de l'article GN 10, pour ce qui concerne leurs **classement**, **catégorie** et **type**, la **périodicité des visites**, et les **vérifications techniques**, aux dispositions du **règlement de sécurité du 25 Juin 1980** modifié contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public, annexé au code de la Construction et de l'Habitation (articles R 143-1 à R 143-47).

Les **installations, aménagements, extensions** etc., postérieurs de 3 mois à la date de publication des arrêtés d'application du règlement précité concernant les dispositions particulières à chaque type d'établissement, devront être conformes au dit règlement.

**Toutefois, les installations et aménagements existants** restent soumis aux dispositions de **l'arrêté du 23 mars 1965**.

Le bâtiment « EXTENSION » est soumis aux dispositions du règlement de sécurité du 25 Juin 1980 modifié contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public, annexé au Code de la Construction et de l'Habitation (art. R 143-1 à R 143-47).

Le bâtiment « AUDIENCE » est classé dans le type **L** en **2<sup>ème</sup>** catégorie.

L'ensemble bâtiment « ADMINISTRATIF » et bâtiment « EXTENSION » est classé dans le type **W** en **2<sup>ème</sup>** catégorie avec des activités du type **L**.

Périodicité des visites : **3 Ans** (Art. GE 4).

En conséquence, la construction et les divers aménagements doivent répondre en tous points au texte précité.

Par ailleurs, les constructeurs et installateurs sont tenus, chacun en ce qui le concerne, de s'assurer que les installations ou équipements sont réalisés en conformité avec les dispositions de la présente réglementation ; le contrôle exercé par l'administration ne les dégage pas des responsabilités qui leur incombent personnellement (Art. R 143-34 du code susvisé).

**Avant l'ouverture au public, la commission de sécurité compétente devra être convoquée par son président afin de contrôler la réalisation des mesures de protection contre les risques d'incendie et de panique.**



#### 4. AVIS DE LA SOUS-COMMISSION

Les membres de la sous-commission émettent un **AVIS FAVORABLE** à la réalisation des travaux aux **deux demandes de dérogation portant sur l'article CO 12 et l'article DF 6 § 1**. Toutefois, et en complément des dispositions prévues dans la notice de sécurité jointe au dossier, les prescriptions suivantes devront être prises en compte dans la réalisation de ce projet.

#### **OBLIGATION ADMINISTRATIVE**

1. Prendre attache auprès d'un coordinateur SSI, **transmettre** le présent procès-verbal au **coordinateur SSI** et à l'organisme de contrôle chargé de suivre les travaux, fournir un rapport établi par un organisme de contrôle agréé et **lever les observations éventuellement présentes sur les rapports** conformément aux dispositions du décret n° 78-1146 du 7 décembre 1978, concernant l'agrément des contrôleurs techniques et le contrôle technique obligatoire prévu aux articles L 125-3 à L 125-6 du code de la construction et de l'habitation.
2. Lever les prescriptions restantes de la dernière visite de la commission de sécurité compétente en date du **02/06/2021**.

#### **SECURITE DES PERSONNES HANDICAPEES**

3. Assurer la perceptibilité de l'alarme incendie par les personnes handicapées (physiques, sensorielles...) pouvant se trouver isolées des autres (WC, vestiaires...) (Art. GN 8, MS64).
4. Formaliser dans le registre de sécurité des modalités d'évacuation ou de mise à l'abri préalable des occupants ne pouvant évacuer ou être évacués rapidement en cas d'incendie (Art. GN 8).
5. Repérer les places réservées aux handicapées (Art. L 21).
6. Placer les personnes handicapées sur un fauteuil roulant ou sur un siège de l'établissement le plus près possible de l'issue débouchant de plain-pied sur l'extérieur pour l'évacuation (Art. L 21).
7. Définir le point de regroupement des personnes handicapées dans le cadre de la solution équivalente proposée par la commission de sécurité (zones d'attente sécurisées au 2<sup>ème</sup> et 3<sup>ème</sup> étage) (Art. CO 57).

#### **ACCESSIBILITE DES SECOURS**

8. S'assurer que les voies échelles sont conformes à l'article CO 2.
9. Interdire le stationnement au droit des façades accessible afin de respecter les voies échelles (Art. CO 2 et CO 3).

10. Equiper les baies accessibles « Pompier » d'un dispositif comportant un carré femelle de 6 mm de côté et de 10 mm de profondeur au moins, permettant l'utilisation de la clé spéciale des SP du 91 (« polycoise » à carré mâle en tronc de pyramide de 5/8 mm). Pas de retrait de plus de 10 mm.

11. Prendre toutes les dispositions nécessaires afin d'assurer en toute heure l'accès des services d'Incendie et de Secours au bâtiment « EXTENSION », par les portes se situant au niveau de la galerie de liaison, notamment par l'installation de serrures ou fermetures de marque DENY dont l'utilisation est rendue possible à partir d'un passe unique 91 SP.

## **DEGAGEMENTS**

12. S'assurer que les portes de recoupement de la galerie, entre le bâtiment « ADMINISTRATIF » et le bâtiment « EXTENSION », soient conforme à l'article CO 10.

13. Limiter à 19 personnes, l'effectif maximal admissible dans les locaux ne disposant que d'un seul dégagement (Art. CO 38).

14. Apposer un pictogramme réglementaire « SANS ISSUE » sur les portes des locaux en cul de sac risquant d'être confondues avec des issues d'évacuation (Art. CO 45).

## **ECLAIRAGE**

15. Mettre en place des BAES dans les « circuits sécurisés ».

## **ELECTRICITE**

16. Disposer d'un dispositif de mise hors tension générale de l'installation électrique (coupure d'urgence) unique et signalé dans un endroit inaccessible au public et facilement accessible aux secours - emplacement recommandé à proximité du dispositif de commande du désenfumage et des plans d'intervention (Art. EL 11).

## **PLANS ET CONSIGNES**

17. Mettre à jour les plans de l'établissement en tenant compte des dispositions de la fiche technique PlanInterERP-2006-1 (Art. MS 41).

18. Une copie « papier » de ces plans devra être tenue à disposition des services de secours et une autre sera conservée dans le registre de sécurité.

19. Des plans complémentaires plus précis pourront être éventuellement demandés par les services précités pour les établissements qui le nécessitent (Art. MS 42 § 2 et MS 74).

20. Afficher à proximité du système de sécurité incendie, situé à la réception les plans faisant apparaître :

- Les zones d'alarme,
- Les zones de compartimentage,
- Les zones de désenfumage,
- Les zones de déclencheur manuel,
- Les zones de détection automatique.

21. Afficher sur un support fixe et inaltérable des consignes précises conformes à la norme NFS 60-303 relative aux plans et consignes de protection contre l'incendie destinés aux personnels de l'établissement : les modalités d'alerte des sapeurs-pompiers ; la mise en œuvre des moyen de secours de l'établissement ; l'accueil et le guidage des sapeurs-pompiers. (Art. MS 47)

## MOYENS DE SECOURS

22. Faire en sorte, dans le cas d'utilisation de téléphonie fixe par « box ADSL, fibre, etc. » que la mise en œuvre d'une continuité électrique soit assurée (onduleur, batterie) (Art. MS 70).

23. Doter l'exploitant des petites fournitures nécessaires ou de rechange pour effectuer les tests des différents équipements techniques de sécurité (alarme, désenfumage, éclairage de sécurité...) (Art. MS 69).

## REMARQUE IMPORTANTE

24. Ne pas effectuer, ou faire effectuer, en présence du public, des travaux qui feraient courir un danger quelconque à ce dernier ou qui apporteraient une gêne à son évacuation (Art. GN 13).

## RECOMMANDATION

Compte tenu de la dérogation accordé par la commission à l'article DF 6 § 1 portant sur le désenfumage des circulations horizontales encloisonnées se trouvant dans le sous-sol du bâtiment « EXTENSION », la commission invite le pétitionnaire à prendre les mêmes dispositions (équiper chaque tronçon de circulation d'un raccord ZAG pour évacuation des fumées) pour les galeries enterrées existantes (circuit sécurisé) entre le bâtiment « AUDIENCE » et le bâtiment « ADMINISTRATIF ».

LE PRESIDENT  
M. MARBAIS



LE MAIRE



LE BDPC  
B. CHAMPION

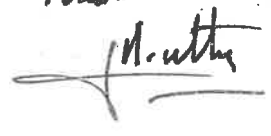


LE DDSP




LE DDT

Bruno Maxilly  
H. Authier



LE SDIS

Le REVERANT



« Les renseignements contenus dans ce procès-verbal font l'objet d'un traitement automatisé en application de la loi n° 78.17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés et à l'arrêté du 22 janvier 1998 relatif à la création dans les préfectures d'un traitement automatisé de gestion de la liste des établissements recevant du public ».

**AVIS DE LA DIRECTION DE LA GESTION DE L'ESPACE PUBLIC**

(ECLAIRAGE PUBLIC, VOIRIE, ESPACES VERTS)

En date du : 22/02/2022

Date arrivée CT : 17/02/22	Adresse du terrain : 9, rue des Mazières	N°PC : 091 228 22 0005
Nom Pétitionnaire : MINISTERE DE LA JUSTICE	Commune : Evry-Courcouronnes	Date de dépôt :
Objet de la déclaration ou du PC : Extension du tribunal		

- ☐ Demande de Pièces Complémentaires  
☐ Avis Défavorable  
☐ Avis Favorable  
☒ Avis Favorable avec réserves  
☐ Non Concerné

**Avis du service Eclairage Public :**

*Présence d'un réseau d'éclairage public. Des protections spécifiques devront être mises en œuvre en cas de terrassements (ex : accès, clôture..).*

*En cas de déplacement de candélabres, les travaux seront réalisés dans les règles de l'art, au frais du pétitionnaire, par des entreprises agréées et sous le contrôle du service éclairage public. Les demandes de consignation du réseau seront à formuler auprès de l'entreprise titulaire du marché d'entretien de l'éclairage public.*

*Aucun raccordement provisoire électrique du chantier ne sera installé et posé sur les candélabres existants. Un réseau spécifique. (ex : plots bétons et poteaux bois) sera déployé au frais et sous la responsabilité du demandeur.*

**Avis du service Espaces Verts :**

*Non concerné.*

**Avis du service Voirie :**

*Propreté du chantier à maintenir tout au long du chantier rue des Mazières.*

**Nicolas DUCEPT**  
Directeur de la Gestion de l'Espace Public



24 MAI 2022



## AVIS DU SERVICE EAU POTABLE

SCVDS

**Date arrivée DEA :**  
05/05//2022**Commune : EVRY-  
COURCOURONNES****N° PC :** 091 228 22 220 05**Instructeur : P.ALBERT****Nom pétitionnaire :**  
Ministère de la justice  
représenté par Mme  
MANSET-DEMANCHE  
Morgane**Date de dépôt :** 30/03/2022**Objet : Extension du tribunal judiciaire d'Evry-Courcouronnes.**

- ☐ Impossibilité d'émettre un avis technique au regard des documents fournis
- ☐ Avis Défavorable pour non-respect du règlement de service
- ☒ Avis Favorable avec réserves
- ☐ Avis Favorable

**GENERALITES**

Le règlement du service de l'eau potable stipule les modalités administratives, techniques et financières de résiliation, de transfert et de raccordement au réseau d'eau potable (règlement de service téléchargeable sur le lien [www.laregiedeleau.grandparissud.fr](http://www.laregiedeleau.grandparissud.fr)). Le dimensionnement, les travaux, et l'entretien des canalisations et ouvrages dans le domaine privé sont sous la responsabilité exclusive du pétitionnaire ainsi que les coûts de ces travaux.

Une demande de raccordement au réseau d'eau potable devra être effectuée auprès de la régie de l'eau, par téléphone (0800 328 800), courrier postal ou électronique ([www.laregiedeleau.grandparissud.fr](http://www.laregiedeleau.grandparissud.fr)). Le demandeur communiquera, à l'appui de sa demande de raccordement, les renseignements nécessaires à la détermination de ses besoins et des usages de l'eau. Un regard de comptage doit être situé dans la mesure du possible en domaine public, en limite de propriété privée. Dans le cas contraire et si le site est clôturé, l'accès permanent au compteur par l'extérieur devra être garanti.

Les coûts des travaux de création et/ou suppression de canalisations, branchements, accessoires, ainsi que la défense incendie seront à la charge du demandeur, sur la base d'un devis établi par le service de l'eau.

**DEMANDE DE PIECES COMPLEMENTAIRES**

- ☐ Note explicative indiquant les besoins en eau pour le projet concerné (surface totale du terrain, nombre d'habitants, de logements, de pièces, ainsi que leurs affectations...).

Précision sur cette rubrique : aucune note fournie. Les besoins en m3/h (eau sanitaire et défense contre l'incendie) doivent être transmis.

- ☐ Note explicative indiquant la localisation du ou des raccordements au réseau public d'eau potable.
- ☐ Plan indiquant l'emplacement du réseau public d'eau potable existant sur le terrain, branchement(s), et regard(s) de comptage.
- ☐ Plan et note explicative concernant une extension du réseau d'eau potable à mettre en place.
- ☐ Convention de servitude de passage de canalisations publiques en domaine privé.
- ☐ Autre(s) :

### AVIS DEFAVORABLE

- ☐ Emplacement du réseau public d'eau potable erroné ou incomplet.
- ☐ Emplacement du ou des branchements d'eau potable non réalisable.
- ☐ Emplacement du ou des regards de comptage d'eau potable non réalisable.
- ☐ Non-respect de la création de branchement(s) et regard(s) de comptage individuel(s) pour chaque parcelle.
- ☐ Non-respect de l'emplacement du regard de comptage sur domaine public en limite de propriété.
- ☐ Non-respect de la zone d'inconstructibilité au droit du réseau public d'eau potable en domaine privé ayant fait l'objet d'une servitude.
- ☐ Construction à l'aplomb ou à proximité immédiate du réseau public d'eau potable.

### RESERVES

- ☐ Extension/réaménagement : Si les besoins en eau du projet nécessitent un renforcement de l'existant, une demande de raccordement au réseau d'eau potable devra être effectuée auprès de la régie de l'eau.
- ☐ Division foncière : Chaque parcelle devra disposer d'un branchement et regard de comptage individuel.
- ☐ Parcelle enclavée : La parcelle pourra être raccordée sous réserve que le propriétaire dispose d'une servitude de passage pour accéder au réseau public d'eau potable.
- ☐ Démolition: Dans le cas où un compteur d'eau potable serait présent dans une construction à démolir, le demandeur contactera la régie de l'eau, afin que le compteur existant soit déposé ou déplacé en limite de propriété publique.
- ☐ Défense incendie : Le pétitionnaire prendra contact auprès des services du SDIS afin d'évaluer les risques incendies liés aux aménagements. Celui-ci devra respecter les prescriptions prévues par l'avis technique, et mettre en place, si nécessaire, un système de lutte contre les incendies suffisamment dimensionné.
- ☐ Individualisation des contrats de fourniture d'eau : le demandeur devra contacter la régie de l'eau, avant le démarrage des travaux, afin d'obtenir les prescriptions techniques pour la mise en place de compteurs divisionnaires.
- ☐ Le regard de comptage général devra se situer sous le domaine public en limite de propriété et être accessible en permanence. En cas d'impossibilité technique, le regard devra se trouver sous le domaine privé au plus près du domaine public et être accessible en permanence. Le regard de comptage devra être protégé contre le gel.
- ☒ Pendant la durée des travaux, toutes les précautions nécessaires à la protection du réseau d'eau potable (accessoires, émergents) existant devront être prises.

Instructeur : P.ALBERT

Le : 16/05/2022

Directeur Adjoint Eau Potable  
Nadège BERNARD

Le : 17/05/22

Directeur de l'Eau et de  
l'Assainissement

Le

SCVDG





# Légende

---

-  Réparation
- Poteau Incendie**
-  Collectivité
-  Privé

-----Branchement

## Canalisation

-----en eau

- Protection Canalisation
-  Commune
-  PARCELLE

Date arrivée DEA : 05/05/2022	Nom pétitionnaire : Ministère de la Justice représenté par Mme MANSET-DEMANCHE Morgane <a href="mailto:leila.zouilal@justice.gouv.fr">leila.zouilal@justice.gouv.fr</a>	Commune : Évry-Courcouronnes
Instructeur N.ODENT n.odent@grandparissud.fr	Commune pétitionnaire : Paris	Adresse construction : 9 Rue des Mazières
	Adresse pétitionnaire : 1 Quai de la Corse	n° PC 91 228 220 005 Avis n°2 ▼ Pièces complémentaires Date de dépôt 30/03/2022

Objet : Extension du tribunal judiciaire d'Evry-Courcouronnes

PFAC : ☐ Non ☐ Oui ☒ ZAC Montant : - €☐ Impossibilité d'émettre un avis technique au regard des documents fournis

Courrier Arrivé

☐ Avis Défavorable pour non-respect du règlement de service

24 MAI 2022

☒ Avis Favorable avec réserves☐ Avis Favorable

SCVDS

**DEMANDE DE PIECES COMPLEMENTAIRES**

☐ Une note explicative de la gestion de l'assainissement (eaux usées et eaux pluviales) sur la parcelle indiquant notamment la surface totale du terrain, les surfaces imperméabilisées, leurs affectations, le nombre de logements, le nombre de places de parking extérieures, intérieures et leurs affectations le cas échéant.

Justificatif:

☐ Le plan des installations privées d'assainissement des eaux usées jusque et y compris leur branchement jusqu'au collecteur public sous chaussée (plan côté en NGF avec les éléments sanitaires, les regards de visite, le diamètre des canalisations, le sens d'écoulement, les prétraitements si nécessaire).

Justificatif:

☐ Une note de calcul justifiant le dimensionnement des dispositifs de prétraitement si nécessaire.

Justificatif:

☐ Des plans de détail des ouvrages spécifiques si nécessaire.

Justificatif:

☐ Le plan des installations de gestion des eaux pluviales faisant notamment apparaître les gouttières.

Justificatif:

☐ Un essai d'infiltration des eaux pluviales (Essai Porchet) pour les permis concernant une surface à aménager inférieure à 500 m2 (cet essai doit être réalisé par un bureau d'études spécialisé disposant à minima de la qualification OPQIBI 1001 études de projets courants en géotechnique).

Justificatif:

☐ Une étude de sol complète pour les permis concernant une surface à aménager supérieure à 500 m2 (y compris essais d'infiltration Porchet réalisés par un bureau d'études spécialisé disposant à minima de la qualification OPQIBI 1001 études de projets courants en géotechnique).

Justificatif:

☐ Une note de calcul des volumes de rétention nécessaires à la gestion des eaux pluviales en cas d'impossibilité d'infiltrer et respectant les prescriptions du règlement d'assainissement, accompagnée d'un plan montrant les bassins d'apports.

Justificatif:

☐ Une note explicative sur la gestion qualitative des eaux pluviales.

Justificatif :

- ☐ Une note de calcul permettant de vérifier que le réseau en domaine public est suffisamment dimensionné pour

Justificatif:

- ☐ Autre :

Justificatif:

### **AVIS DEFAVORABLE**

- ☐ Emplacement du réseau public d'assainissement erroné ou incomplet.

Justificatif:

- ☐ Emplacements du ou des branchements d'eaux usées ou d'eaux pluviales non réalisables.

Justificatif:

- ☐ Non respect de la création de ou des regards de branchement sur domaine public en limite de propriété.

Justificatif:

- ☐ Non respect du principe d'un branchement par immeuble : soit un branchement par colonne descendante pour un logement collectif, soit un branchement par pavillon pour un particuliers.

Justificatif:

- ☐ Non-respect de la zone d'inconstructibilité au droit du réseau public d'assainissement en domaine privé et ayant fait l'objet d'une servitude.

Justificatif:

- ☐ Construction à l'aplomb ou à proximité immédiate du réseau public d'assainissement.

Justificatif:

- ☐ Présence d'un local à déchets non-couvert.

Justificatif:

- ☐ Non-respect de la séparativité des eaux usées et des eaux pluviales.

Justificatif:

- ☐ Absence, mauvais dimensionnement ou raccordement du séparateur d'hydrocarbures sur les eaux issues du parking couvert.

Justificatif:

- ☐ Non-respect des obligations de gestion des eaux pluviales à la parcelle.

Justificatif:

- ☐ Non-respect des obligations de pré-traitement des eaux pluviales issues de parking à ciel ouvert.

Justificatif:

- ☐ Autres :

Justificatif:

### **RESERVES**

- ☐ Dans le cadre de la gestion des eaux pluviales à la parcelle, le volume de rétention de **XX** m<sup>3</sup> tel que calculé dans la présente autorisation d'urbanisme est jugé suffisant

Justificatif:

- ☒ Les siphons de sols du local de collecte des déchets devront être raccordés au réseau d'eaux usées.

Justificatif:

- Les siphons de sols du parking couverts devront être raccordés au réseau d'eaux usées via un séparateur hydrocarbures.

Justificatif:

- Chaque parcelle (ou lot) devra disposer d'un branchement individuel EU muni d'une boîte de branchement individuel qui sera placée en limite de propriété, sous le domaine public et accessible.  
Les eaux pluviales et eaux usées doivent être gérées individuellement par lot.

Justificatif:

- La parcelle pourra être raccordée sous réserve que le propriétaire dispose d'une servitude de passage pour accéder au réseau public d'assainissement.

Justificatif:

- L'immeuble étant situé en contrebas de la chaussée, l'installation du protection anti-reflux est obligatoire.

Justificatif:

- Piscines :  
- les eaux de vidange doivent être rejetter dans le réseau d'eaux pluviales exclusivemnt par temps sec et après déchloration,  
- les eaux de lavage des piscines et des filtres doivent être rejeté dans le réseau d'eaux usées,

Les filtres devront être correctement entretenus et changés régulièrement pour assurer leur bon fonctionnement

Justificatif:

- Le branchement devra être obturé et aucun résidu de démolition ne devra être rejeté dans le réseau.

Justificatif:

- En cas de présence de nappe et donc d'eaux d'exhaures (rejets provenant de pompages dans les nappes d'eaux souterraines lors de travaux de génie civil), vous devrez contacter le service assainissement de la CA Grand Paris Sud. Ces eaux d'exhaure ne doivent pas être rejetées dans les réseaux publics. Elles pourront néanmoins être provisoirement rejetées au réseau d'assainissement s'il n'existe pas de solutions alternatives. Celles-ci doivent subir préalablement un dessablement par décantation et doivent être débarrassées de toute bentonite susceptible d'entraîner des dépôts dans les ouvrages. Tout effluent issu du chantier devra respecter des valeurs limites de qualité. Il fera l'objet d'une autorisation provisoire de déversement délivrée par la Communauté d'Agglomération de Grand Paris Sud. Celle-ci définira les paramètres techniques et financiers de ces rejets. Son volet financier impliquera le paiement des redevances domestiques (appliquées aux volumes de ces rejets) qui nécessitera l'installation, par vos soins, d'un ouvrage de comptage. Dès réception des divers éléments nécessaires à la réalisation du document, la CA Grand Paris Sud sera en mesure de délivrer l'autorisation de déversement des eaux usées non domestiques (volumes estimés, qualité des effluents). Les volumes rejetés ainsi que la qualité de ceux-ci sont également nécessaires pour définir les réseaux récepteurs.

Justificatif:

- Présence d'une ou plusieurs canalisation (s) publique (s) sur la parcelle. Une convention de servitude avec la collectivité devra être établie. Le pétitionnaire devra prendre toutes les précautions pour protéger (cette ou) ces canalisations. La ou les canalisations ne devront subir aucune détérioration. Le pétitionnaire devra conserver les ouvrages existants et permettre leur accès aux services de la SUEZ (délégataire) pour effectuer l'exploitation et l'entretien. De plus, une zone d'inconstructibilité devra être respectée au droit de la ou des canalisations.

Justificatif:

☐ Autres :  
Justificatif:

**Documents à demander au service assainissement de la Communauté d'agglomération soixante jours avant la date du début du déversement souhaitée en vue de la phase chantier :**

- ☒ Demande de raccordement temporaire pour la phase chantier (installations de chantier). Un dossier, annexe n°1 du Règlement d'assainissement est à retirer auprès du service assainissement et à lui retourner.
- ☐ Autorisation temporaire de déversement d'eaux usées non domestiques pendant la phase de chantier.
- ☒ Demande de raccordement définitif. Un dossier, annexe n°1 du Règlement d'assainissement est à retirer auprès du service assainissement et à lui retourner

**Documents à remettre au service assainissement de la Communauté d'agglomération après la réalisation des travaux :**

- ☒ Dans un délai de 2 mois suivant la création ou la modification d'un branchement : le pétitionnaire doit remettre au service assainissement un constat de conformité des installations d'assainissement. Passé ce délai, après mise en demeure, la redevance assainissement du pétitionnaire est majorée de 100%.
- ☐ Pour les établissements produisant des eaux usées non domestiques : autorisation de déversement des eaux usées non domestiques dans les collecteurs publics (demande à formuler auprès du service assainissement de la Communauté d'agglomération)

**EXTRAITS DU REGLEMENT D'ASSAINISSEMENT**

**GENERALITE SUR LE REGLEMENT D'ASSAINISSEMENT**

Le règlement du service de l'assainissement stipule les modalités administratives, techniques et financières de résiliation, de transfert et de raccordement au réseau d'eaux usées et d'eaux pluviales (règlement de service téléchargeable sur le lien <https://www.grandparissud.fr> ). Le dimensionnement, les travaux, et l'entretien des canalisations et ouvrages dans le domaine privé sont sous la responsabilité exclusive du pétitionnaire ainsi que les coûts de ces travaux.

**LES EAUX USEES DOMESTIQUES**

Le pétitionnaire devra respecter la séparativité des eaux usées et des eaux pluviales. Le pétitionnaire ne peut entreprendre de travaux sur le domaine public sans autorisation de la Communauté d'agglomération. Les eaux usées domestiques des futures constructions sont rejetées vers le réseau public d'assainissement des eaux usées. Si l'immeuble est situé en contrebas de la chaussée, une protection anti reflux est obligatoire. L'établissement d'un nouveau branchement ou la modification d'un branchement sont à la charge du pétitionnaire. L'entreprise choisie devra être habilitée à intervenir sur le domaine public et possédera à minima la qualification FNTP (Fédération Nationale des Travaux Publics) n°5144 construction de réseaux gravitaires en milieu urbain, profondeur de tranchée ≤ 3,50m hors nappe phréatique. De plus, elle devra faire l'objet d'un agrément auprès de la Communauté d'agglomération. Les branchements particuliers sous domaine public sont intégrés au réseau public dès réception du certificat de conformité. Le pétitionnaire dispose de 2 mois pour envoyer à la Communauté d'agglomération son certificat de conformité. Celui-ci est obligatoire pour toute création ou modification de branchement. Passé 2 mois, après mise en demeure, la redevance assainissement est majorée de 100%. La mise en place d'un regard de limite de propriété sous domaine public et accessible est obligatoire pour toute création de branchement ou pour tout raccordement au collecteur public.

Un branchement d'eaux usées ne doit recueillir les eaux usées que d'un seul immeuble.

Les regards mixtes sont interdits.

Les dispositions constructives à respecter sont détaillées dans le règlement d'assainissement au Chapitre III.

Pour plus de détails, se reporter au règlement d'assainissement.

**LES EAUX PLUVIALES**

Les eaux pluviales générées par les nouveaux projets d'aménagements, y compris sur le domaine public, et collectées à l'échelle des parcelles privées ou publiques du territoire de la collectivité ne sont pas admises directement dans le réseau public. Le principe du « zéro rejet » aux collecteurs d'eaux pluviales est adopté sur l'ensemble du territoire de la collectivité. Il implique la mise en place de solutions d'infiltration permettant l'absence de rejet d'eaux pluviales vers les collecteurs publics.

Nous vous demandons au préalable, la réalisation d'un test d'infiltration ou d'une étude de sol complète (en fonction de la surface du projet) par un bureau d'études spécialisé disposant à minima de la qualification OPQIBI 1001 études de projets courants en géotechnique, ayant pour objectifs de vérifier la capacité d'infiltration du sol en place, et de définir de façon précise et rigoureuse l'implantation et le dimensionnement des ouvrages d'infiltration à mettre en œuvre. Cette obligation s'applique à tout projet de création, extension ou réaménagement de bâtiment et/ou parcelles avec augmentation de la surface imperméabilisée :

- Surface d'aménagement inférieure ou égale à 500 m<sup>2</sup> : test d'infiltration (Essai Porchet)
- Surface d'aménagement supérieure 500 m<sup>2</sup> : test d'infiltration et étude de sol complète.
- Constructions de lotissements de maisons individuelles ou permis groupés : test d'infiltration et étude de sol complète.

Dans l'éventualité où l'infiltration est impossible, il convient de prévoir la régulation et le raccordement au réseau public d'eaux pluviales. Toute demande de raccordement au réseau public d'eaux pluviales sera instruite et tout raccordement autorisé par la collectivité uniquement si le demandeur justifie de l'impossibilité technique à infiltrer ses eaux pluviales à la parcelle (perméabilité inférieure à 1.10-6 m/s).

Le dimensionnement des ouvrages de régulation doit respecter la méthode de calcul de dimensionnement des ouvrages de stockage des eaux pluviales en annexe n°3 du règlement du service d'assainissement collectif en vigueur sur le territoire :

- dans le cas d'une habitation particulière, le volume doit être calculé sur une pluie de référence de 55 mm avec un temps d'évacuation de 8 heures, et un débit de fuite de 1l/s/ha imperméabilisé.
- Concernant les autres cas, le volume doit être calculé suivant la méthode dite des pluies (coefficients de Montana a et b de la station météorologique d'Orly), pour une pluie d'occurrence vingtennale, et un débit de fuite de 1l/s/ha imperméabilisé.

Dans le cas d'un raccordement au réseau public, les eaux pluviales issues des futures constructions doivent être dirigées vers le réseau public des eaux pluviales. Chaque parcelle devra être équipée d'un regard de branchement en limite de propriété sous domaine public et accessible.

#### Gestion qualitative des eaux pluviales issues des parkings extérieurs :

Les eaux de ruissellement issues de parkings extérieurs doivent être impérativement prétraitées et dépolluées par une technique alternative aux réseaux (avec décantation et/ou filtration et infiltration via un système superficiel à ciel ouvert de type noues plantées de macrophytes, filtre planté de roseaux), à partir de :

- 4 places ou 50 m<sup>2</sup> de stationnement de type véhicules légers (vanne de confinement à partir de 20 places ou 250 m<sup>2</sup>)
- 1 place ou 1 m<sup>2</sup> de stationnement de type véhicules lourds (vanne de confinement à partir de 8 places ou 250 m<sup>2</sup>)

Gestion qualitative des eaux pluviales générées par les voiries :

Les eaux de ruissellement issues de voiries doivent être impérativement prétraitées et dépolluées :

- Trafic inférieur à 300 véhicules par jour et par sens : mise en place d'une technique alternative aux réseaux (décantation/filtration et infiltration via un système superficiel à ciel ouvert de type noues plantées de macrophytes, filtre planté de roseaux, et vanne de confinement à partir de 550 m<sup>2</sup> de voiries).
- Trafic supérieur à 300 véhicules par jour et par sens : mise en place d'un décanteur particulaire avec séparateur à hydrocarbures intégré (vanne de confinement obligatoire).

#### **LES EAUX USEES NON DOMESTIQUES DES PARKING COUVERTS**

Les eaux usées non domestiques issues de parkings couverts doivent être impérativement prétraitées par un décanteur-séparateur à hydrocarbures correctement dimensionné conformément à la réglementation en vigueur et suivant les spécifications de l'annexe n°7 du règlement d'assainissement. Celui-ci est raccordé au réseau public d'eaux usées. Ce prétraitement ne doit recevoir que des eaux chargées issues des siphons de sol des parkings. Les eaux usées domestiques ne sont pas prétraitées avant leur rejet au réseau public de collecte d'eaux usées.

#### **LES DECHETS**

Les locaux à déchets doivent être couverts et les siphons de sols raccordés au réseau d'eaux usées.

#### **LES PISCINES**

Les eaux de vidange des piscines publiques ou privées sont considérées comme des eaux claires pouvant être rejetées au collecteur des eaux pluviales.

Le rejet de ces eaux se fera exclusivement par temps sec de manière à limiter la surcharge des collecteurs d'eaux pluviales par temps de pluie et après déchloration.

Les eaux de lavage des piscines et de lavage des filtres sont des eaux usées.



**LES CANALISATIONS PUBLIQUES EN DOMAINE PRIVE**



Ce chapitre concerne les réseaux publics existants et situés sous domaine privé.

Il est établi qu'une zone d'inconstructibilité doit être respectée au droit des ouvrages et des réseaux d'assainissement publics en domaine privé ayant fait l'objet d'une servitude.

Les ouvrages et réseaux d'assainissement présents sur le domaine privé ne devront subir aucune dégradation.

Un accès libre et permanent aux ouvrages et réseaux d'assainissement publics doit alors être maintenu.

Si des réseaux publics d'assainissements sont localisés en domaine privé mais n'ont pas fait l'objet de l'établissement de servitudes administratives auprès de la Communauté d'agglomération, le pétitionnaire a l'obligation de le signaler à la Communauté d'agglomération afin que celle-ci puisse procéder à la régularisation de la situation et constituer un acte de servitude.

Instructeur/trice	Responsable de service	Directrice Adjointe du petit cycle de l'eau	Directrice du cycle de l'eau
 le 18/02/2022	le	 le 13/05/22	le

PC 091 228 22 00005





Courrier Arrivé

10 MARS 2022

SCVDS

ENEDIS - CELLULE CU/AU

Téléphone : 09 69 32 18 33  
Télécopie : 01 69 88 77 89  
Courriel : cuau-essonne@enedis.fr

DDT ESSONNE  
BD DE FRANCE  
91012 EVRY CEDEX

DDT 91 direction	N°		
	DDT		Att. Info
	DDT Adj.		
	Adj. DDT		
	Référent SCVDS		
	- 7 MARS 2022		ml 815
SCVDS			
SE		Y	
SEA			
SHRU			
STP			

Objet : Réponse concernant l'instruction d'une autorisation d'urbanisme

EVRY, le 01/03/2022

Madame, Monsieur,

Vous nous avez transmis la demande d'instruction de l'Autorisation d'Urbanisme PC0912282200005 concernant la parcelle référencée ci-dessous :

Adresse : 9 Rue des Mazières  
91000 EVRY COURCOURONNES  
Référence cadastrale : Section AN Parcelle n° 68/70/75/155/143  
Nom du demandeur : MINISTERE DE LA JUSTICE

Pour la puissance de raccordement demandée de 214 kVA triphasé et sur la base des hypothèses retenues pour notre analyse, nous vous informons qu'une contribution financière<sup>1</sup> est due par la CCU à Enedis, hors exception. Le montant de cette contribution, transmis en annexe, est réalisé selon le barème en vigueur.

Cette réponse reste valable pendant la durée de validité de l'autorisation d'urbanisme et est susceptible d'être revue :

- en fonction des actualisations des prix des raccordements,
- en cas de non obtention des servitudes de passage éventuellement nécessaires.

Cette réponse ne précise pas la contribution due par le client à Enedis.

Nous vous prions d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de nos sincères salutations.

Votre conseiller

PJ : Plan du réseau public de distribution d'électricité indiquant les travaux d'extension nécessaires

<sup>1</sup> Cette contribution financière est prévue à l'article L342-11 du code de l'énergie

**Annexe : Contribution due par la CCU**

Libellé	Quantité	Prix unitaire	Montant HT	Part./Refact.
Coût fixe de l'extension	1	2 561.00 €	1 536.60 €	40 %
Coût variable de l'extension	250	125.00 €	18 750.00 €	40 %
Montant total HT			20 286.60 €	

Pour votre information, en application de l'arrêté<sup>2</sup> du 17 juillet 2008, ce chiffrage intègre le fait qu'Enedis prend à sa charge 40 % du montant des travaux de l'opération de raccordement de référence définie dans l'arrêté<sup>3</sup> du 28 août 2007.

Nous vous précisons que le délai des travaux sera de 4 à 6 mois après l'ordre de service de la CCU et l'accord du client au sujet des devis respectifs.

A titre d'information, la longueur totale du raccordement<sup>4</sup>, en incluant les ouvrages de branchement individuel, est de 250 mètres.

La longueur de l'extension, en ce qui concerne le réseau nouvellement créé, est de :

- 250 mètres en dehors du terrain d'assiette de l'opération.

<sup>2</sup> Arrêté du 17 juillet 2008, publié au Journal Officiel le 20 novembre 2008, fixant les taux de réfaction mentionnés dans l'arrêté du 28 août 2007 fixant les principes de calcul de la contribution mentionnée aux articles 4 et 18 de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000 relative à la modernisation et au développement du service public de l'électricité.

NB : Désormais les articles 4 et 18 de la loi n° 2000-108 sont codifiés aux articles L342-6 et L342-11 du code de l'énergie.

<sup>3</sup> Arrêté du 28 août 2007 fixant les principes de calcul de la contribution mentionnée aux articles 4 et 18 de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000 relative à la modernisation et au développement du service public de l'électricité.

<sup>4</sup> Total de la longueur du branchement et de la longueur de l'extension au sens du décret n° 2007-1280 du 28 août 2007 relatif à la consistance des ouvrages de branchement et d'extension des raccordements aux réseaux publics d'électricité, l'extension étant limitée au réseau nouvellement créé.





**Existant BT**

- - - - - Souterrain
- - - - - Aérien PRC
- - - - - Aérien Cu

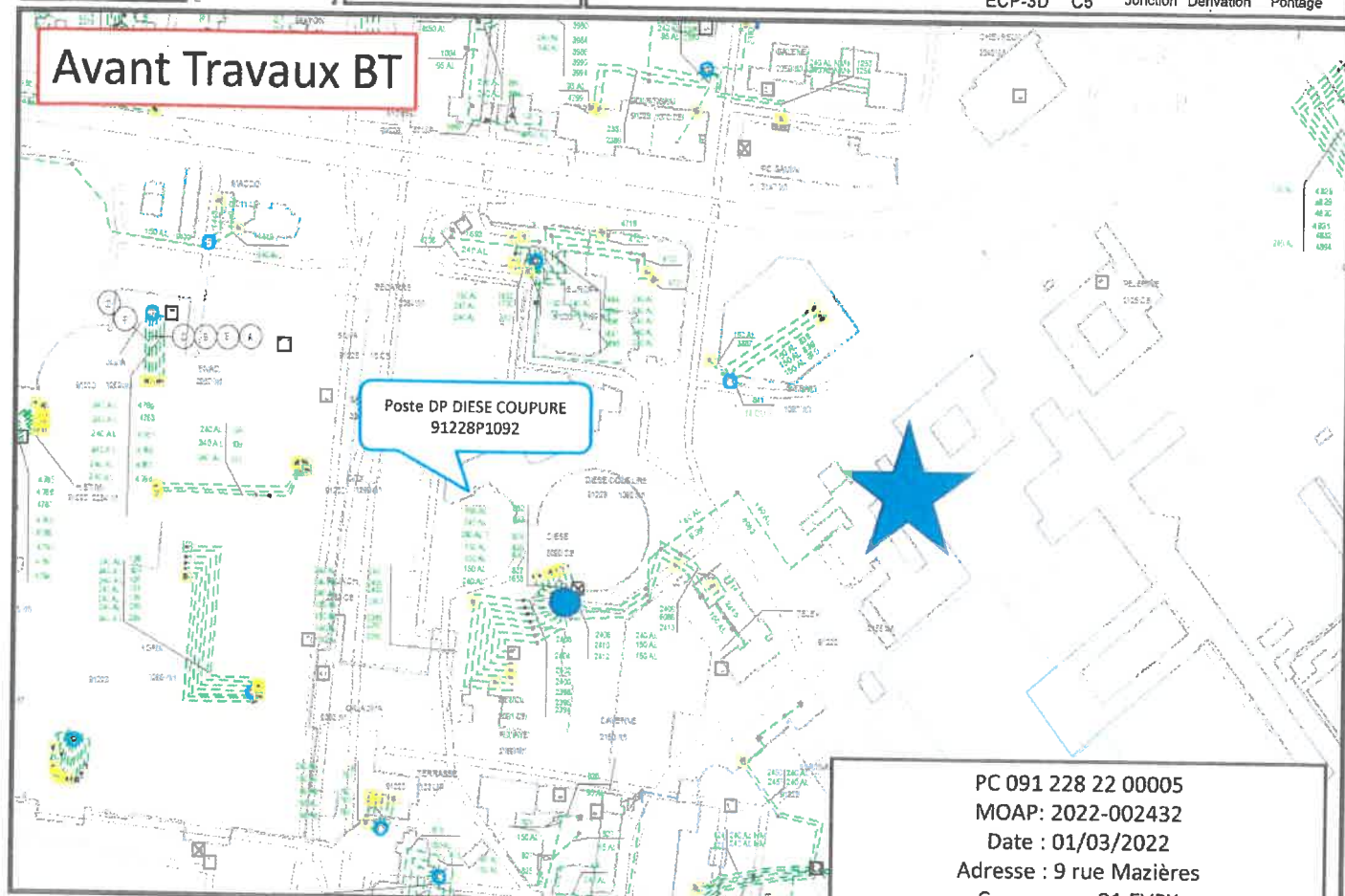
- S 240 AI
- S 150 AI
- S 95 AI
- S 35 AI

- Colonne
- T 150 AI
- T 70 AI
- Abandonné

**Projeté BT**

- CIBE
- REMBT
- ECP-2D
- ECP-3D
- C5
- Fusible Intermédiaire
- C4
- RAS
- Point d'ouverture
- Jonction
- Dérivation
- Pontage

**Avant Travaux BT**



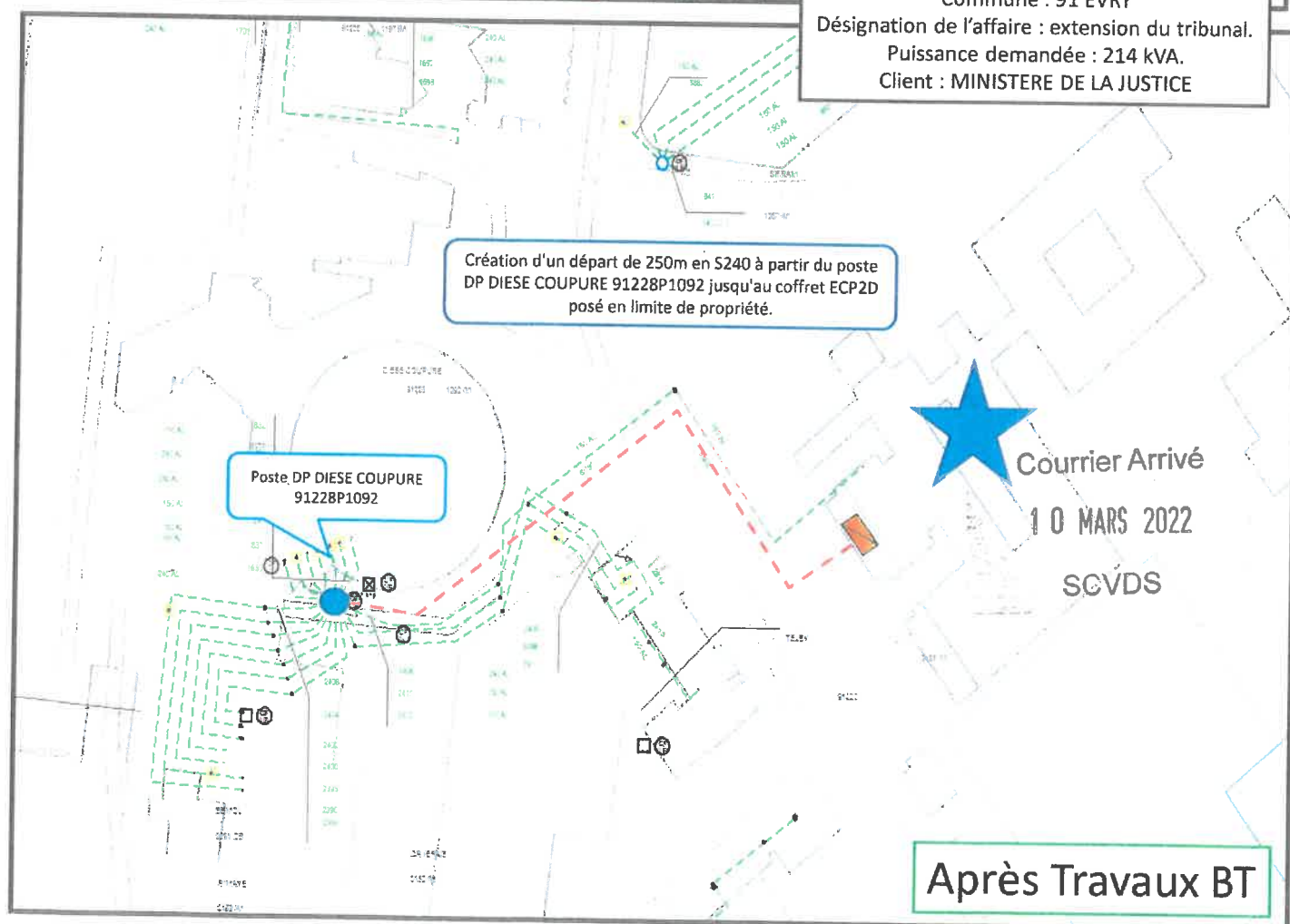
PC 091 228 22 00005  
MOAP: 2022-002432  
Date : 01/03/2022  
Adresse : 9 rue Mazières  
Commune : 91 EVRY  
Désignation de l'affaire : extension du tribunal.  
Puissance demandée : 214 KVA.  
Client : MINISTRE DE LA JUSTICE

Création d'un départ de 250m en S240 à partir du poste DP DIESE COUPURE 91228P1092 jusqu'au coffret ECP2D posé en limite de propriété.



Courrier Arrivé  
10 MARS 2022  
SCVDS

**Après Travaux BT**



09 MAI 2022

SCVDS

Evry-Courcouronnes, le - 5 MAI 2022

**DDT ESSONNE**  
**Mme Perihan GUNES**  
**Boulevard de France**  
**91012 EVRY COURCOURONNES Cedex**

**Objet : Avis sur le PC n° 091 228 22 00005 – extension du Tribunal Judiciaire d'Evry-Courcouronnes**

Madame,

J'accuse bonne réception du dossier de demande de permis de construire relatif à l'extension du Tribunal Judiciaire d'Evry-Courcouronnes sur lequel j'émet un avis favorable. Ce projet s'inscrit dans la dynamique de redynamisation du centre urbain et devra s'articuler finement avec le plan guide de restructuration urbaine porté par la Ville, l'Agglomération et les partenaires institutionnels. Des échanges sont d'ailleurs en cours entre les maîtrises d'ouvrage pour assurer la bonne coordination entre ces projets.

Par ailleurs, j'atteste par la présente que cette demande de permis de construire, dont le terrain d'assiette est situé dans la ZAC Centre Urbain, ne génère pas de participation financière au coût des équipements publics de la ZAC et que la surface de plancher **est conforme à la réceptivité de la ZAC.**

Je vous prie de recevoir, Madame, mes salutations les plus distinguées.

**Michel Bisson**  
Président



*Copie à M. Stéphane BEAUDET – Maire d'Evry-Courcouronnes*

MINISTÈRE DE LA CULTURE

Direction régionale des affaires culturelles d'Ile-de-France  
Unité départementale de l'architecture et du patrimoine de l'Essonne

Dossier suivi par : Mahmoud ISMAÏL

Objet : demande de consultation Avant Projet

DDT  
Boulevard de France  
91012 EVRY- COURCOURONNES Cedex

A Evry, le 01/01/2022

numéro : cp2282110007

adresse du projet : 9 RUE DES MAZIERES 91000 EVRY

nature du projet : Extension et/ou surélévation Etablissement public

déposé en mairie le : 13/12/2021

reçu au service le : 16/12/2021

servitudes liées au projet : Hors espaces protégés - LCAP - hors sites  
et hors abords -

demandeur :

MME MANSET-DEMANCHE  
MORGANE/MINISTÈRE DE LA JUSTICE  
1 QUAI DE LA CORSE  
75181 PARIS CEDEX 04

Madame,

Par courrier reçu en date du 16 décembre 2021, vous m'avez transmis pour avis le projet de l'extension du Tribunal Judiciaire d'Évry à réaliser à l'adresse indiquée ci-dessus.

Le projet sera réalisé dans l'ensemble de la "Cité administrative d'Evry-Courcouronnes", labellisé "Architecture contemporaine remarquable" par décision du Préfet de Région Ile-de-France du 10 septembre 2021.

Après consultation des documents fournis, je vous informe que le projet appelle un avis très favorable. Ainsi le permis officiel pourra être déposé.

Demeurant à votre disposition pour de plus amples informations, je vous prie d'agréer, Madame, mes salutations distinguées.

Copie : Conservation régionale des monuments historiques - DRAC IDF

L'architecte des Bâtiments de France



Mahmoud ISMAÏL



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE DE LA CULTURE

Direction régionale des affaires culturelles d'Ile-de-France  
Unité départementale de l'architecture et du patrimoine de l'Essonne

**DDT - Ads conseils**  
**Boulevard de France-Georges Pompidou**  
**91012 EVRY-COURCOURONNES Cedex**

Dossier suivi par : Mahmoud ISMAÏL

Objet : demande de permis de construire

A Evry, le 07/04/2022

numéro : pc2282200005

adresse du projet : 9 RUE DES MAZIERES 91000 EVRY

nature du projet : Extension et/ou surélévation Etablissement public

déposé en mairie le : 08/02/2022

reçu au service le : 15/02/2022

servitudes liées au projet : Hors espaces protégés - LCAP - hors sites  
et hors abords -

demandeur :

MME MANSET-DEMANCHE  
MORGANE/MINISTERE DE LA JUSTICE  
1 QUAI DE LA CORSE  
75181 PARIS CEDEX 14

Cet immeuble n'est pas situé dans le périmètre délimité des abords ou dans le champ de visibilité d'un monument historique. Il n'est pas situé dans le périmètre d'un site patrimonial remarquable ou d'un site classé ou inscrit. Par conséquent, l'accord de l'architecte des Bâtiments de France n'est pas obligatoire.

Ce projet n'appelle pas d'observation.

- AVIS TRÈS FAVORABLE.

L'architecte des Bâtiments de France

Mahmoud ISMAÏL